

Art. 5. Lid 2 van artikel 9 van het besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 1996 en houdt op uitwerking te hebben met ingang van 31 augustus 1998.

Art. 7. De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, tot wier bevoegdheid het Kind behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 augustus 1996.

Vanwege de Regering:

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1856

[C — 31296]

Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif au contrôle administratif et budgétaire

RAPPORT AU COLLEGE

L'adoption de l'article 138 de la Constitution permet, moyennant l'accord des entités concernées exprimé par voie décrétable, que toutes ou partie des compétences de la Communauté française soient exercées en région de langue française par les organes de la Région wallonne et en région bilingue de Bruxelles-Capitale, par les organes de la Commission communautaire française. A l'opposé, la Vlaamse Gemeenschapscommissie reste confirmée dans son rôle d'institution subordonnée à la Communauté flamande, alors que la Commission communautaire française s'est vue investie d'un pouvoir décrétable à l'égard des compétences qui lui sont transférées.

Le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française concrétisent ce transfert de compétences au profit de la Commission communautaire française.

La Commission communautaire française est désormais pourvue d'un régime hybride puisque, en ce qui concerne les compétences visées à l'article 166 de la Constitution, elle est un pouvoir subordonné, qui s'exerce par règlement et demeure soumis à la tutelle de la Communauté française, tandis que dans le cadre de l'exercice de ses nouvelles compétences (des matières transférées) elle devient une institution autonome agissant par décret et s'émancipant ainsi totalement de la Communauté française.

Quel est le régime budgétaire et comptable de la Commission communautaire française ?

Aucune disposition légale expresse n'apporte de réponse. Ainsi, l'article 82 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, aux termes duquel l'Exécutif de la Communauté française détermine à sa guise le régime des budgets et des comptes de la Commission communautaire française, n'a pas été modifié.

Cette disposition reste applicable aux matières soumises au droit de tutelle de la Communauté française mais ne concerne évidemment plus les matières transférées qui, elles, sont gérées par voie de décrets mais dont le régime n'a cependant été précisé dans aucun texte. Il y a donc en l'espèce un vide juridique formel.

Cependant, dans la mesure où elle dispose d'un pouvoir normatif identique à celui des autres entités, la Commission communautaire française doit être soumise aux règles budgétaires et comptables qui régissent ces entités, à savoir les dispositions des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. Elle doit, de même, être soumise à la Cour des Comptes.

Cette position s'impose dans la mesure où l'Assemblée de la Commission communautaire française ne dispose, en cette matière, d'aucun pouvoir décrétable.

Le pouvoir de définir le régime des budgets et comptes ne figure pas au rang des compétences accessoires inscrites aux articles 6 bis à 16 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et rendues applicables à la Commission communautaire française par l'article 4, 1^o du décret II du 19 juillet 1993. Ces compétences n'existent que "par référence à une compétence principale qui relève soit de l'Etat, soit d'une Communauté, soit encore d'une Région et qui, dès lors, peuvent faire l'objet d'un exercice simultané par ces différentes autorités". Il s'agit de la recherche scientifique, de la tutelle spécifique, des relations internationales ...

La détermination du régime budgétaire - de même que la problématique du contrôle de la Cour - ne peuvent être rangées sous ce vocable.

On ne peut, de même, considérer qu'il s'agit d'un pouvoir implicite. Consacrée par l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 (également rendue applicable à la Commission communautaire française par l'article 4, 1^o du décret du 19 juillet 1993), la théorie des pouvoirs implicites permet aux décrets des Conseils de Communautés ou de Régions, "de porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les Conseils ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont nécessaires à l'exercice de leurs compétences".

Selon la jurisprudence, très stricte à ce sujet, du Conseil d'Etat, ces entités ne peuvent toutefois, par le recours à cette théorie, porter atteinte aux matières qui doivent être réglées par ou en vertu de la loi.

Or, les Régions et Communautés ne disposent pas du droit de choisir librement les règles auxquelles elles sont assujetties en matière budgétaire et comptable ni pour ce qui concerne le contrôle de la Cour.

En effet, selon l'article 50, § 2 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et Régions, les dispositions générales applicables aux budgets et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, sont arrêtées par la loi. Ces entités sont donc seulement habilitées à définir les règles spécifiques, dans le cadre légal qui leur est imposé par l'Etat. En attendant la nouvelle loi visée à l'article 50, § 2 précité, les institutions fédérées sont soumises aux dispositions actuelles des lois sur la comptabilité de l'Etat et de la loi sur la Cour des Comptes (article 71 de la loi spéciale de financement).

Il serait à tout le moins paradoxal que la Commission communautaire française dispose à cet égard d'un pouvoir plus vaste que celui de l'entité dont elle exerce désormais une partie des compétences.

Si aucun texte ne précise que les budgets et comptes de la Commission communautaire française agissant en tant qu' "entité fédérée" sont réglés par les lois sur la comptabilité de l'Etat et soumis au contrôle de la Cour des Comptes, l'intention du législateur communautaire apparaît pourtant évidente. Le commentaire de l'article 4 du décret II du 19 juillet 1993 énonce en effet que "cet article permet à la Région et à la Commission communautaire française de se substituer à la Communauté française dans l'exercice de toutes les compétences de celle-ci (y compris les compétences internationales) dans les matières visées à l'article 3. Cette substitution implique notamment que la Commission soit soumise aux mêmes contrôles que la Communauté par la Cour des Comptes, le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur des finances ..."

La Commission communautaire française jouit donc d'un dédoublement fonctionnel puisqu'elle se comporte à la fois comme une entité fédérée et comme une autorité décentralisée.

Les compétences réglées par voie décrétole qu'elle a acquises lors des dernières réformes institutionnelles sont soumises aux lois sur la comptabilité de l'Etat.

Le contrôle administratif et budgétaire forme un ensemble de règles et de procédures que le Collège s'impose à lui-même et impose à chacun de ses Membres dans l'exécution du budget. Le projet d'arrêté du Collège définit ces règles et fixe les procédures générales applicables.

Jusqu'à présent, le Collège de la Commission communautaire française dans l'exercice de ses compétences décrétoles était soumis à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire à défaut pour lui d'avoir adopté son propre arrêté de contrôle.

Le projet d'arrêté présenté ici a pour but de combler cette lacune. Le projet s'inspire largement de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 qui a aujourd'hui fait les preuves de son efficacité, en l'adaptant quelque peu aux caractéristiques de la Commission communautaire française.

En outre, l'arrêté du Collège ne s'inscrit pas dans l'optique d'audit de gestion dans laquelle s'est situé l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 novembre 1994 portant organisation du contrôle budgétaire.

En effet, cet arrêté n'a pas encore prouvé sa valeur dans le système dans lequel il a été introduit.

Par ailleurs, il semble dangereux à l'heure actuelle, face aux exigences européennes de contrôle qui risquent de voir le jour, de prendre des dispositions qui seraient rapidement obsolètes.

Le projet d'arrêté décrit d'abord les attributions respectives du Collège et de ses Membres qui ont le Budget ou la Fonction publique dans leurs compétences.

Le Collège est l'organe supérieur compétent pour l'élaboration et l'exécution du budget. Les articles 1er à 4 du projet rappellent cette compétence.

Les articles 5 et 6 déterminent les attributions du Membre du Collège chargé du Budget. Selon la jurisprudence en vigueur, l'accord du Membre du Collège chargé du Budget n'est pas considéré comme acquis s'il est donné au cours de la réunion du Collège. Il doit être donné avant que le dossier ne soit soumis au Collège. La décision qui n'aurait pas respecté cette procédure est annulable par le Conseil d'Etat. Un problème particulier est posé lorsque le Membre du Collège chargé du Budget est aussi le Membre du Collège ordonnateur. Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, dans ce cas, le Membre du Collège doit intervenir une première fois comme ordonnateur et une seconde fois comme Membre du Collège chargé du Budget. Le préambule de la décision mentionnera l'accord formel ainsi obtenu.

L'article 7 définit le rôle du Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions. Il donne son avis sur les avant-projets de décret, les projets d'arrêté du Collège et les projets d'arrêté du Membre du Collège émanant d'un Membre du Collège qui agit dans le cadre d'une autre compétence que celle en matière de Fonction publique. Cela vise donc les normes concernant les organismes d'intérêt public qui sont soumis à la compétence d'un Membre du Collège de la Commission communautaire française.

Le même problème d'accord se pose lorsque le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est aussi chargé de l'exercice d'autres compétences.

L'article 8 règle le problème du désaccord de l'un ou de l'autre, ou des deux Membres du Collège visés aux articles 5 et 7 : le Membre du Collège intéressé peut introduire un recours auprès du Collège.

L'article 9 tend à simplifier les procédures par le biais d'un large pouvoir d'appréciation consenti aux Inspecteurs des Finances. L'intention a été exprimée de faire un très large usage de cette autorisation, notamment lorsque la mesure proposée est formellement conforme aux autorisations budgétaires ou lorsqu'elle a été examinée explicitement lors de l'élaboration du ou des crédits budgétaires concernés.

Les articles 10 à 21 définissent les attributions fonctionnelles de l'Inspection des Finances. Les membres de ce Corps ont tous été recrutés par le biais d'un concours général et ils bénéficient d'un statut organique et pécuniaire qui leur donne de réelles garanties d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif. La loi spéciale du 16 janvier 1989 a maintenu l'unicité du corps dont l'organisation statutaire doit être redéfinie par un arrêté royal pris avec l'accord des Gouvernements régionaux et communautaires. L'arrêté existe actuellement sous la forme d'un projet déjà approuvé par le Gouvernement fédéral et par plusieurs Gouvernements régionaux et communautaires. Il n'a cependant pas obtenu l'accord du Collège de la Commission communautaire française. N'ayant pas été, à la différence des autres entités fédérées, associé à son élaboration, le Collège a en effet souhaité obtenir une série de précisions avant de souscrire à cet arrêté. Actuellement, la moitié des membres du Corps sont mis à disposition des Régions et des Communautés et, sur le plan fonctionnel, dépendent exclusivement de celles-ci.

Les Inspecteurs des Finances exercent un triple rôle.

En premier lieu, ils sont les conseillers budgétaires et financiers des Membres du Collège auprès desquels ils sont accrédités. Les articles 10, 11 et 12 définissent les objectifs et les modalités d'exécution de cette mission. Ils agissent en cette qualité au nom et pour compte de ces Membres du Collège.

Ils sont ensuite des contrôleurs agissant au nom et pour compte des Membres du Collège qui ont le Budget ou la Fonction publique dans leurs attributions.

Ils sont enfin, par attribution directe de pouvoirs, chargés du contrôle de toutes les opérations projetées par les ordonnateurs, à l'exception de celles qui sont de minime importance ou dont la nature est telle que leur engagement ne donne à l'ordonnateur aucune marge d'appréciation. Les articles 14 et 15, § 1er expliciteront l'étendue de la mission et les dérogations générales consenties. Après concertation supplémentaire informelle avec la Cour des Comptes, il a été décidé, à l'article 15, § 1, 4°, a), que les règles organiques visées doivent également permettre de désigner le bénéficiaire sans équivoque. L'article 15, § 1, 4°, b) et 5° a été rendu plus strict de façon analogue. Les montants mentionnés sont les mêmes que ceux utilisés dans l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

L'avis de l'Inspecteur des Finances ne sera toutefois requis que si le montant des subventions excède 125.000 francs, alors que l'arrêté royal imposait que le montant soit inférieur à 125.000 francs.

En outre, un mécanisme a été institué afin d'éviter le fractionnement des dépenses.

Il est précisé que les montants cités s'entendent hors T.V.A.

Quant à l'article 15, § 2, le Conseil d'Etat met en doute, s'il est conforme à l'article 46 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, que les deux Membres du Collège (Budget et Fonction publique) puissent soustraire certaines mesures à la fois au contrôle du Collège et à celui de l'Inspection des Finances. Le texte fut adapté dans ce sens que l'extension des dérogations à d'autres dépenses n'est plus reprise. La possibilité d'adapter les montants fut maintenue, puisque l'arrêté ne vise pas à soustraire certaines mesures à toute forme de contrôle, mais à moduler ce contrôle, notamment afin de soumettre, certaines années, des catégories spécifiques de dépenses à un contrôle plus profond (alors les montants seraient diminués), ou d'assouplir, dans certains cas (comme après un audit approfondi) le contrôle temporairement, ou aussi à tenir compte de la dévaluation après un certain temps (alors les montants seraient majorés).

Le contrôle de l'Inspecteur des Finances porte sur tous les aspects de l'opération projetée. Outre la légalité, la disponibilité des crédits, la conformité avec des décisions générales antérieures prises par le Collège, l'inspecteur examine tout spécialement l'opportunité de l'opération, l'efficacité des moyens retenus, l'existence de solutions alternatives et l'exactitude des coûts, directs ou indirects, immédiats ou à plus long terme, liés à la proposition.

Le contrôle s'exerce sous la forme d'un avis écrit et motivé, lequel doit se conclure par une appréciation favorable ou défavorable. L'avis défavorable entraîne l'abandon de la proposition, à moins que l'ordonnateur n'exerce le recours qui lui est ouvert auprès des Membres du Collège visés aux articles 5 et 7.

Dans le cadre de l'organisation du contrôle administratif et budgétaire, la place du Contrôleur des Engagements doit être déterminée.

Le Contrôleur des Engagements est placé sous l'autorité directe du Membre du Collège chargé du Budget. Une telle mesure doit contribuer à améliorer un peu plus le contrôle administratif et budgétaire.

Afin de garantir son indépendance, le Collège lui conférera un statut qui offre une telle garantie.

Le Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget,

H. HASQUIN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,

E. TOMAS

23 JUILLET 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif au contrôle administratif et budgétaire

Le Collège :

Vu les articles 128, 138, 163 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 51;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Membres du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 116, § 1^{er}, 121, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 147 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

CHAPITRE 1^{er}. — Le Collège

Art. 2. § 1^{er}. Le Collège décide des mesures indispensables à la confection du budget.

Le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions élabore les avant-projets de décret budgétaire et les amendements d'initiative du Collège à ces projets.

§ 2. Le contrôle budgétaire est exercé par le Collège de la Commission communautaire française et le Membre du Collège ayant le budget dans ses attributions.

Art. 3. Le Collège surveille l'exécution du budget. A cet effet, le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions informe régulièrement le Collège sur la situation financière et budgétaire et sur les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Collège prend position à l'égard des propositions de décret et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

Art. 4. En cas d'urgence, les compétences du Collège visées à l'article 2, § 1^{er}, ainsi qu'à l'article 3, alinéa 2 et relatives aux propositions de décret et aux amendements d'initiative du Collège et d'initiative parlementaire, sont exercées par le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions. Il en rend aussitôt compte au Collège.

CHAPITRE II. — *Le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions*

Art. 5. Sont soumis à l'accord préalable du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions les avant-projets de décret, les projets d'arrêté du Collège et d'arrêté du Membre du Collège, de circulaire ou de décision;

1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistant;

2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles.

Art. 6. Les projets de délibération du Collège visés aux articles 40 et 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, tendant à autoriser le contrôleur des engagements à viser les dépenses au-delà du montant des crédits votés ou à requérir l'octroi d'un visa provisoire par la Cour des Comptes, sont soumis au Collège par le Membre qui a le budget dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Le Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions*

Art. 7. Sont soumis à l'accord du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions les avant-projets de décret, les projets d'arrêté du Collège et d'arrêté du Membre du Collège qui ont pour objet :

1° la fixation ou la modification du cadre;

2° la fixation ou la modification du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades du cadre;

3° la fixation ou la modification de dispositions statutaires pour le personnel du cadre.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'accord du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions n'est requis que lorsqu'il est prescrit par des dispositions légales ou réglementaires.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes aux chapitres II et III*

Art. 8. Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 5 à 7 n'ont pas reçu, dans un délai raisonnable, l'accord du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions ou du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions, ils peuvent être soumis au Collège par le Membre du Collège intéressé.

Art. 9. Le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions et le Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

CHAPITRE V. — *Les Inspecteurs des Finances*

Art. 10. Les Inspecteurs des Finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier du Membre du Collège auprès duquel ils sont accrédités.

Art. 11. Les Inspecteurs des Finances adressent au Membre du Collège auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services de l'administration et de réaliser des économies.

Art. 12. Les Inspecteurs des Finances donnent leur avis sur toutes les questions soumises à leur examen par le Membre du Collège auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des organismes publics ou privés, subventionnés par la Commission communautaire française.

Art. 13. Les Inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Membres du Collège qui, suivant le cas, ont le budget ou la fonction publique dans leurs attributions.

Art. 14. Sont soumis, pour avis préalable, aux Inspecteurs des Finances :

1° les avant-projets de décret, les projets d'arrêté du Collège et d'arrêté du Membre du Collège, de circulaire ou de décision :

a) qui sont soumis au Collège dans le cadre des compétences visées au chapitre Ier;

b) qui sont soumis aux Membres du Collège qui ont le budget ou la fonction publique dans leurs attributions, en application des articles 5 à 7;

2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion financière positive ou négative, directe ou indirecte, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;

3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de la Commission communautaire française.

Art. 15. § 1^{er}. Sous réserve des dispositions de l'article 14, 2°, l'avis de l'Inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif existant et de la carrière;

2° des missions en Belgique et à l'étranger;

3° des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services, pour autant que la dépense, hors TVA, n'excède pas :

a) 10 000 000 F, pour l'adjudication publique et l'appel d'offres général;

b) 5 000 000 F, pour l'adjudication restreinte et l'appel d'offres restreint;

c) 1 250 000 F, pour la procédure de gré à gré et la procédure négociée;

4° des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant;

b) dont les bénéficiaires sont nommément mentionnés au budget et qui sont inférieures à 1 000 000 F;

c) autres, dont le montant est inférieur ou égal à 125 000 F;

5° d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant.

Par dérogation à ce qui précède, l'avis de l'Inspection des Finances est sollicité :

- pour les marchés de gré à gré attribués à une même personne et dont les montants cumulés sur une année dépassent 1 250 000 F

- pour les subventions facultatives attribuées à une même personne sur une période d'un an et dont les montants cumulés dépassent 125 000 F.

Dans les cas qu'il justifie, l'Inspecteur des Finances peut néanmoins réclamer, pour avis, les propositions de marchés publics inférieures à ces montants.

Les engagements contractés lui seront communiqués mensuellement.

§ 2. De commun accord entre le Membre du Collège intéressé et le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions, les montants prévus au § 1^{er} peuvent être adaptés.

§ 3. Les Inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 16. Dans l'exercice de leurs fonctions, les Inspecteurs des Finances examinent notamment si les propositions sont conformes aux décisions du Collège et aux décisions du Membre du Collège s'il s'agit de propositions de l'administration.

Les observations de la Cour des Comptes sont communiquées aux Inspecteurs des Finances.

Art. 17. § 1^{er}. Lorsque le Membre du Collège intéressé ne peut se rallier à un avis défavorable émis par un Inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 14, 2° et 3°, il saisit de la proposition, suivant le cas, le Membre du Collège qui a le budget ou la fonction publique dans ses attributions.

§ 2. Le Membre du Collège saisi de la proposition dispose d'un délai de 20 jours calendrier à compter de la réception de la demande pour se prononcer sur la proposition. Si le Membre du Collège ne s'est pas prononcé dans le délai précité, il est censé donner son accord sur la proposition.

Par une décision motivée signifiée au Membre du Collège intéressé, le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé au maximum de 10 jours.

§ 3. Si le Membre du Collège saisi de la proposition ne peut donner son accord sur la proposition, le Membre du Collège intéressé peut la soumettre au Collège.

Art. 18. Les Inspecteurs des Finances sont à la disposition du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions pour concourir à l'exécution de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicable au personnel des services des Gouvernements de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, et de l'article 7 du présent arrêté.

Art. 19. Le Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions met les Inspecteurs des Finances à la disposition de ses collègues.

Ils exercent leur mission au nom du Membre du Collège du département auprès duquel ils sont mis à disposition. Dans les cas d'urgence, celui-ci peut réclamer communication de leur avis dans un délai qu'il détermine.

Art. 20. Les Inspecteurs des Finances accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives du département et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Ils peuvent assister, avec voix consultative, aux réunions de tous organes de direction ou de consultation. Ils y sont convoqués et reçoivent préalablement communication de tous les documents ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour de ces réunions.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du Membre du Collège auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Art. 21. Le Contrôleur des Engagements est placé sous l'autorité exclusive du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions.

Il est désigné par le Collège qui détermine son statut.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales et finales

Art. 22. Lorsqu'un Membre du Collège soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Collège, au Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions et/ou au Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions, il y joint chaque fois l'avis de l'Inspecteur des Finances.

Art. 23. Tout arrêté du Collège ou du Membre du Collège mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Collège ou du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions et/ou du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions.

En cas d'application de l'article 9, il mentionne la décision du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions et/ou du Membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions.

Art. 24. Les Membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 23 juillet 1996.

Le Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget,
H. HASQUÏN

Le Ministre, Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,
E. TOMAS

VERTALING

FRANSE/GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1856

[C — 31296]

Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de administratieve en begrotingscontrole

VERSLAG AAN HET COLLEGE

Door de aanneming van artikel 138 van de Grondwet kunnen, mits de betrokken deelstaten bij decreet akkoord gaan, alle of een deel van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap in het Franse taalgebied worden uitgeoefend door de organen van het Waalse Gewest en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad door de organen van de Franse Gemeenschapscommissie. De Vlaamse Gemeenschapscommissie daarentegen blijft bevestigd in haar rol als instelling die ondergeschikt is aan de Vlaamse Gemeenschap, terwijl de Franse Gemeenschapscommissie decretale macht heeft gekregen voor de bevoegdheden die naar haar zijn overgeheveld.

Het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en het decreet III van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie concretiseren die overheveling van bevoegdheden ten gunste van de Franse Gemeenschapscommissie.

Voor de Franse Gemeenschapscommissie geldt voortaan een hybridische regeling aangezien zij voor de bevoegdheden bedoeld in artikel 166 van de Grondwet een ondergeschikte macht is die bij verordening handelt en die onder het toezicht van de Franse Gemeenschap blijft, terwijl ze in het raam van de uitoefening van haar nieuwe bevoegdheden (de overgeheveldde aangelegenheden) een autonome instelling wordt die handelt bij decreet en aldus volledig zelfstandig is van de Franse Gemeenschap.

Welke is de boekhoudkundige en begrotingsregeling van de Franse Gemeenschapscommissie?

Geen enkele uitdrukkelijke wettelijke bepaling geeft uitsluitsel. Zo is artikel 82 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, volgens hetwelk de Executieve van de Franse Gemeenschap zelf de regeling van de begrotingen en de rekeningen van de Franse Gemeenschapscommissie bepaalt, niet gewijzigd.

Die bepaling blijft van toepassing op de aangelegenheden waarop de Franse Gemeenschap het recht van toezicht heeft, maar geldt vanzelfsprekend niet langer voor de overgeheveldde aangelegenheden die bij decreet worden geregeld maar waarvoor geen enkele tekst een nadere omschrijving van de regeling geeft. Het gaat hier dus om een formele juridische leemte.

Voor zover ze beschikt over een normatieve bevoegdheid die gelijk is aan die van de andere deelstaten, is de Franse Gemeenschapscommissie evenwel onderworpen aan de boekhoudkundige en begrotingsregelen die gelden voor die deelstaten, namelijk de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Ook moet ze onderworpen zijn aan het Rekenhof.

Deze houding geldt voor zover de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie geen enkele decretale macht ter zake heeft.

De bevoegdheid om de regeling van de begrotingen en rekeningen te bepalen wordt niet vermeld onder de aanvullende bevoegdheden genoemd in de artikelen 6 bis tot 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en die op de Franse Gemeenschapscommissie toepasbaar zijn gesteld bij artikel 4, 1°, van het decreet II van 19 juli 1993. Die bevoegdheden bestaan slechts "bij verwijzing naar een hoofdbevoegdheid van hetzij de Staat, hetzij een Gemeenschap, hetzij een Gewest en die derhalve tegelijk kan worden uitgeoefend door die verschillende overheden". Het gaat om wetenschappelijk onderzoek, bijzonder toezicht, internationale betrekkingen...

De bepaling van de begrotingsregeling — alsmede de problematiek van de controle door het Hof — kunnen daar niet onder worden verstaan.

Ook mag men er niet van uitgaan dat het om een impliciete bevoegdheid gaat. Bekrachtigd bij artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (eveneens toepasbaar gesteld op de Franse Gemeenschapscommissie bij artikel 4, 1°, van het decreet van 19 juli 1993), laat de theorie van de impliciete bevoegdheden de decreten van de Gewest- of Gemeenschapsraden toe "rechtsbepalingen te bevatten waarvoor de raden niet bevoegd zijn, voor zover die bepalingen onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheid".

Volgens de rechtspraak van de Raad van State, die daarover zeer strikt is, mogen die deelstaten met het aanvoeren van die theorie evenwel geen afbreuk doen aan de aangelegenheden die bij of krachtens de wet moeten worden geregeld.

Welnu, de Gewesten en Gemeenschappen hebben niet het recht om vrij de regels te kiezen waaraan ze onderworpen zijn inzake boekhouding en begroting noch wat de controle door het Hof betreft.

Volgens artikel 50, §2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten zijn de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen en de comptabiliteit van de Gemeenschappen en de Gewesten alsmede op de organisatie door het Rekenhof immers besloten bij wet. Die deelstaten zijn dus alleen gemachtigd om de bijzondere regels te bepalen binnen het wettelijk kader dat hen door de Staat is opgelegd. In afwachting van de nieuwe wet bedoeld in voornoemd artikel 50, §2 zijn de gefedereerde lichamen onderworpen aan de huidige bepalingen van de wetten op de Rijkscomptabiliteit en van de wet betreffende het Rekenhof (artikel 171 van de bijzondere financieringswet).

Het zou op zijn minst paradoxaal zijn dat de Franse Gemeenschapscommissie in dat opzicht beschikt over een bevoegdheid die ruimer is dan die van de deelstaat waarvan ze voortaan een deel van de bevoegdheden uitoefent.

Ook al stelt geen enkele tekst uitdrukkelijk dat de begrotingen en rekeningen van de Franse Gemeenschapscommissie die handelt als "gefedereerd lichaam" geregeld worden bij de wetten op de Rijkscomptabiliteit en onderworpen zijn aan de controle door het Rekenhof, toch lijkt de bedoeling van de communautaire wetgever duidelijk. De bespreking van artikel 4 van het decreet II van 19 juli 1993 zegt immers dat "dat artikel het voor het Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie mogelijk maakt om zich in de plaats te stellen van de Franse Gemeenschap voor de uitoefening van alle bevoegdheden ervan (met inbegrip van de internationale bevoegdheden) in de

aangelegenheden bedoeld in artikel 3. Die indeplaatsstelling houdt met name in dat de Commissie onder dezelfde controles onderworpen zou zijn als de Gemeenschap door het Rekenhof, de Raad van State en de Hoge Raad voor Financiën..."

De Franse Gemeenschapscommissie kent dus een functionele splitsing omdat ze zowel een gefedereerd lichaam als een gedecentraliseerde overheid is.

De bij decreet geregelde bevoegdheden die ze verworven heeft tijdens de recentste hervormingen der instellingen zijn onderworpen aan de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De administratieve en begrotingscontrole is een geheel van regels en procedures dat het College aan zichzelf en aan ieder van zijn leden oplegt voor de uitvoering van de begroting. Het ontwerpbesluit van het College bepaalt deze regels en legt deze toe te passen algemene procedures vast.

Tot op heden was de Franse Gemeenschapscommissie in de uitoefening van haar decretale bevoegdheden onderworpen aan het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole omdat ze geen eigen controlebesluit had genomen.

Het nu voorgelegde ontwerpbesluit moet deze leemte opvullen. Het ontwerp is grotendeels gebaseerd op het koninklijk besluit van 16 november 1994 dat thans zijn doeltreffendheid bewezen heeft, waarbij het enigszins werd aangepast aan het specifieke karakter van de Franse Gemeenschapscommissie.

Daarnaast is het besluit van het College niet vervat in de optiek van de bestuursaudit waarin het besluit van de Vlaamse regering van 16 november 1994 houdende organisatie van de begrotingscontrole is gesitueerd.

Dat besluit heeft immers zijn waarde nog niet bewezen in het systeem waarin het is ingevoerd.

Voorts lijkt het thans gevaarlijk om, in het licht van de Europese vereisten inzake controle die er waarschijnlijk zullen komen, bepalingen uit te vaardigen die snel achterhaald zouden zijn.

Het ontwerpbesluit beschrijft eerst de respectieve bevoegdheden van het College en van de Leden tot wier bevoegdheid de Begroting of het Openbaar Ambt behoort.

Het College is het hoogst bevoegde orgaan voor de opmaak en de uitvoering van de begroting. Artikelen 1 t/m 4 van het ontwerp herinneren aan die bevoegdheid.

Artikelen 5 en 6 bepalen de bevoegdheden van het Lid van het College belast met Begroting. Volgens de gangbare rechtspraak wordt het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting niet als verkregen beschouwd indien het wordt verleend tijdens de vergadering van het College. Het akkoord moet worden gegeven vooraleer het dossier aan het College wordt voorgelegd. De beslissing waarvoor deze procedure niet werd gevolgd, kan door de Raad van State worden vernietigd. Een bijzonder probleem rijst wanneer het Lid van het College belast met Begroting eveneens het ordonnancerend Lid van het College is. Volgens de rechtspraak van de Raad van State moet het Lid van het College in dergelijk geval een eerste maal optreden als ordonnateur en een tweede maal als Lid van het College belast met Begroting. In het voorwoord van de beslissing zal vermeld worden dat het formele akkoord op die manier werd verkregen.

Artikel 7 bepaalt de rol van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Hij geeft zijn advies over de voorontwerpen van decreet, de ontwerpbesluiten van het College en de ontwerpbesluiten van het Lid van het College uitgaande van een Lid van het College dat handelt binnen het kader van een andere bevoegdheid dan die voor het Openbaar Ambt. Dit slaat dus op de normen betreffende de instellingen van openbaar nut die tot de bevoegdheid van een Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie behoren.

Hetzelfde probleem inzake akkoordverlening stelt zich wanneer het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort eveneens belast is met de uitoefening van andere bevoegdheden.

Artikel 8 regelt het geval waarbij het akkoord van één van beide of beide Leden van het College bedoeld in de artikelen 5 en 7 niet wordt verkregen: het betrokken Lid van het College kan in beroep gaan bij het College.

Artikel 9 strekt tot een vereenvoudiging van de procedures via de toekenning van een ruime beoordelingsbevoegdheid aan de Inspecteurs van Financiën. Het ligt in de bedoeling in ruime mate gebruik te maken van deze mogelijkheid, onder andere wanneer de voorgestelde maatregel formeel in overeenstemming is met de budgettaire machtigingen of wanneer zij uitdrukkelijk werd onderzocht n.a.v. de opmaak van het (de) betrokken begrotingskrediet(en).

Artikelen 10 t/m 21 bepalen de functionele bevoegdheden van de Inspectie van Financiën. De leden van dit Korps werden allen aangeworven via een algemeen examen en zij hebben een organiek en geldelijk statuut dat hen reële onafhankelijkheidsgaranties biedt tegenover de uitvoerende macht. De bijzondere wet van 16 januari 1989 behield de eenheid van het Korps. De statutaire organisatie ervan moet opnieuw worden geregeld bij een in een akkoord met de Gewest- en Gemeenschapsregeringen genomen koninklijk besluit. Het besluit bestaat op dit ogenblik onder de vorm van een ontwerp dat reeds is goedgekeurd door de Federale regering en door verscheidene Gewest- en Gemeenschapsregeringen. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie heeft er evenwel haar goedkeuring niet aan gegeven. Aangezien het College, in tegenstelling tot de andere gefedereerde lichamen, niet heeft meegewerkt aan de opmaak ervan wou het immers een aantal verduidelijkingen verkrijgen vooraleer dat besluit goed te keuren. Op dit ogenblik wordt de helft van het Korps ter beschikking gesteld van de Gewesten en Gemeenschappen waar zij, op functioneel vlak, uitsluitend van afhangen.

De Inspecteurs van Financiën vervullen een driedubbele rol.

Ten eerste zijn ze de financiële en budgettaire raadgevers van de Leden van het College bij wie zij geaccrediteerd zijn. Artikelen 10, 11 en 12 bepalen de doelstellingen en de uitvoeringsmodaliteiten van deze opdracht. In deze hoedanigheid handelen zij in naam en voor rekening van deze Leden van het College.

Daarnaast zijn zij eveneens controleurs die handelen in naam en voor rekening van de Leden van het College bevoegd voor Begroting en Openbaar Ambt.

Ten slotte zijn zij, via rechtstreekse bevoegdheidstoekenning, belast met de controle van alle verrichtingen die door de ordonnateurs worden overwogen, met uitzondering van de verrichtingen van miniem belang of wanneer de vastlegging ervan geen enkele beoordelingsmarge laat aan de ordonnateur. Artikelen 14 en 15, §1, verduidelijken de omvang van de opdracht en de toegestane algemene afwijkingen. Na bijkomend informeel overleg met het Rekenhof werd beslist, in artikel 15, §1, 4°, a), dat bedoelde organieke maatregelen tevens moeten toelaten de begunstigde op een ondubbelzinnige wijze aan te duiden. Artikel 15, §1, 4°, b) en 5° werd op een analoge wijze verstrengd. De vermelde bedragen zijn dezelfde als die welke gebruikt zijn in het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Het advies van de Inspecteur van Financiën is evenwel pas vereist indien het bedrag van de subsidies groter is dan 125.000 frank, terwijl het koninklijk besluit bepaald heeft dat het bedrag kleiner moet zijn dan 125.000 frank.

Daarnaast werd een mechanisme ingesteld om de versnippering van de uitgaven te vermijden.

Er wordt duidelijk bepaald dat het om bedragen exclusief B.T.W. gaat.

Wat betreft artikel 15, §2, betwijfelt de Raad van State of het in overeenstemming is met artikel 46 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, dat beide Leden van het College (Begroting en Openbaar Ambt) bepaalde maatregelen zouden kunnen onttrekken aan zowel de controle van het College als die van de Inspectie van Financiën. De tekst werd in die zin aangepast dat een uitbreiding van de afwijking tot andere uitgaven niet meer opgenomen is. De mogelijkheid tot aanpassing van de bedragen werd behouden omdat het niet de bedoeling is bepaalde maatregelen aan iedere vorm van controle te onttrekken maar wel om die controle te moduleren, met name om sommige jaren bepaalde categorieën van uitgaven aan een diepgaande controle te onderwerpen (alsdan zouden de bedragen verlaagd worden) of om in bepaalde gevallen (zoals na een grondige audit) de controle tijdelijk te versoepelen of ook om na verloop van tijd rekening te houden met de muntontwaarding (alsdan zouden de bedragen verhoogd worden).

De controle van de Inspecteur van Financiën omvat alle aspecten van de voorgenomen verrichting. Naast de wettelijkheid, de beschikbaarheid van de kredieten, de conformiteit met eerder genomen algemene beslissingen van het College, onderzoekt de Inspecteur in het bijzonder de opportuniteit van de verrichting, de doeltreffendheid van de in aanmerking genomen middelen, het voorhanden zijn van alternatieve oplossingen, de juistheid van de rechtstreekse of onrechtstreekse kosten die onmiddellijk of op langere termijn verbonden zijn aan het voorstel.

De controle gebeurt in de vorm van een schriftelijk en gemotiveerd advies dat moet worden afgesloten met een gunstige of ongunstige beoordeling. Het ongunstige advies heeft voor gevolg dat ofwel van het voorstel wordt afgezien ofwel de ordonnateur gebruik maakt van de hem toegestane mogelijkheid om in beroep te gaan bij de in artikelen 5 en 7 bedoelde Leden van het College.

Binnen het kader van de organisatie van de administratieve en begrotingscontrole moet de plaats van de Controleur van de Vastleggingen worden bepaald.

De Controleur van de Vastleggingen is geplaatst onder de rechtstreekse bevoegdheid van het Lid van het College belast met de Begroting. Een dergelijke maatregel moet bijdragen tot een bescheiden verbetering van de administratieve en begrotingscontrole.

Om zijn onafhankelijkheid te garanderen, zal het College hem een statuut verlenen dat hem een dergelijke garantie geeft.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Openbaar Ambt,
E. TOMAS

23 JULI 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de administratieve en begrotingscontrole

Het College:

Gelet op de artikelen 128, 138, 163 en 176 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 51;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 14 mei 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Besluit:

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid, 116, § 1, 121, § 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 147 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Het College

Art. 2. § 1. Het College beslist over de maatregelen, noodzakelijk voor het opstellen van de begroting.

Het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, stelt de voorontwerpen van begrotings-decreet op en de amendementen van het College bij deze ontwerpen.

§ 2. De begrotingscontrole wordt uitgeoefend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Art. 3. Het College houdt toezicht op de uitvoering van de begroting. Daartoe licht het Lid van het College bevoegd voor de begroting geregeld het College in over de financiële en budgettaire toestand en over de vooruitzichten inzake de uitvoering van de begroting.

Het College bepaalt zijn houding ten opzichte van de voorstellen van decreet en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

Art. 4. In dringende gevallen wordt de bevoegdheid van het College waarvan sprake in artikel 2, § 1, alsmede in artikel 3, tweede lid, die betrekking heeft op de voorstellen van decreet en op de amendementen uitgaande van het College of van het Parlement, uitgeoefend door het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Hij brengt daarvan onmiddellijk verslag uit aan het College.

HOOFDSTUK II. — *Het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort*

Art. 5. Aan de voorafgaande akkoordbevinding van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort worden voorgelegd de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van het College en besluit van het Lid van het College, van omzendbrief of van beslissing:

1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;

2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan.

Art. 6. De ontwerpen van beslissing van het College bedoeld in de artikelen 40 en 44 van de wetten op de Rijks-comptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die ertoe strekken de controleur van de vastleggingen te machtigen om uitgaven boven het bedrag der toegestane kredieten te viseren of om van het Rekenhof een voorlopig visum te vorderen, worden door het Lid tot wiens bevoegdheid de begroting behoort aan het College voorgelegd.

HOOFDSTUK III. — *Het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort*

Art. 7. Aan de akkoordbevinding van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort worden voorgelegd, de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van het College en besluit van het Lid van het College die ertoe strekken:

1° de personeelsformatie vast te stellen of te wijzigen;

2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden van de personeelsformatie vast te stellen of te wijzigen;

3° statutaire bepalingen voor de personeelsformatie vast te stellen of te wijzigen;

In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, is de akkoordbevinding van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, enkel vereist wanneer ze wordt voorgeschreven door wets- of verordening-bepalingen.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen aan de hoofdstukken II en III*

Art. 8. Wanneer de in de artikelen 5 tot 7 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen de akkoordbevinding van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort of van het Lid tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort niet binnen een redelijke termijn hebben gekregen, kunnen zij door het betrokken Lid van het College aan het College worden voorgelegd.

Art. 9. Het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding.

HOOFDSTUK V. — *De Inspecteurs van Financiën*

Art. 10. De Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van budgettaire en financiële raadgever van het Lid van het College bij wie zij geaccrediteerd zijn.

Art. 11. De Inspecteurs van Financiën verstreken aan het Lid van het College bij wie zij geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten van de administratie kunnen verbeteren en besparingen kunnen verwezenlijken.

Art. 12. De Inspecteurs van Financiën brengen advies uit over al de aangelegenheden die hun worden voorgelegd door het Lid van het College bij wie zij geaccrediteerd zijn. Zij kunnen met name door hem belast worden met onderzoeken bij door de Franse Gemeenschapscommissie gesubsidieerde openbare of particuliere instellingen.

Art. 13. De Inspecteurs van Financiën oefenen eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de Leden van het College tot wier bevoegdheden, naargelang het geval, de begroting en het openbaar ambt behoren.

Art. 14. Aan de Inspecteurs van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd:

1° de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van het College en besluit van het Lid van het College, van omzendbrief of van beslissing:

a) die aan het College worden voorgelegd in het kader van de bevoegdheden bedoeld in hoofdstuk I;

b) die aan de Leden van het College tot wier bevoegdheden de begroting of het openbaar ambt behoren worden voorgelegd, in toepassing van de artikelen 5 tot 7;

2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks, negatief of positief, een financiële weerslag kan hebben en die welke op de administratieve inrichting van de diensten betrekking hebben;

3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de waarborg van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 15. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 14, 2°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor:

1° personeelsuitgaven, voor zover het gaat om de toepassing van het bestaand geldelijk en administratief statuut en de loopbaan;

2° zendingen in België en in het buitenland;

3° overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor zover de uitgave, exclusief BTW, de hiernavolgende bedragen niet overschrijdt:

a) 10 000 000 F, voor de openbare aanbesteding en de algemene offerteaanvraag;

b) 5 000 000 F, voor de beperkte aanbesteding en de beperkte offerteaanvraag;

c) 1 250 000 F, voor de onderhandse procedure en de onderhandelingsprocedure;

4° toelagen:

a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het bedrag ervan vaststellen;

- b) waarvan de begunstigen bij name vermeld zijn in de begroting en die lager zijn dan 1 000 000 F;
 c) andere, waarvan het bedrag lager is dan of gelijk aan 125 000 F;
 5° andere uitgaven onderworpen aan organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het bedrag ervan vaststellen.

In afwijking van het voorgaande wordt het advies van de Inspecteur van Financiën gevraagd :

- voor de onderhandse opdrachten toegekend aan éénzelfde persoon en waarvan de gecumuleerde bedragen de 1 250 000 F overschrijden
- voor de facultatieve toelagen toegekend aan éénzelfde persoon over een periode van één jaar en waarvan de gecumuleerde bedragen de 125 000 F overschrijden.

De Inspecteur van Financiën kan niettemin de voorstellen tot overheidsopdrachten beneden deze bedragen toch voor advies opvragen in de door hem gemotiveerde gevallen.

De aangevangene verbintenissen worden maandelijks aan hem medegedeeld.

§ 2. Na gemeenschappelijk overleg tussen het betrokken Lid van het College en het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, kunnen de bedragen, bepaald in § 1, gewijzigd worden.

§ 3. De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de uitgaven bedoeld in §§ 1 en 2.

Art. 16. In de uitoefening van hun functie onderzoeken de Inspecteurs van Financiën vooral of de voorstellen overeenkomen met de beslissingen van het College en met de beslissingen van het Lid van het College indien het voorstellen van het bestuur betreft.

De opmerkingen van het Rekenhof worden aan de Inspecteurs van Financiën medegedeeld.

Art. 17. § 1. Wanneer het betrokken Lid van het College zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over een van de voorstellen bedoeld in artikel 14, 2° en 3°, maakt hij het voorstel, raargelang van het geval, aanhangig bij het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting of het openbaar ambt behoort.

§ 2. Het Lid van het College bij wie het voorstel aanhangig werd gemaakt beschikt over een termijn van 20 kalenderdagen na ontvangst om zich over het voorstel uit te spreken. Heeft het Lid van het College zich binnen de voormelde termijn niet uitgesproken, dan wordt hij geacht zich akkoord te verklaren met het voorstel.

Bij een met redenen omklede beslissing waarvan aan het betrokken Lid van het College kennis wordt gegeven, kan de in het eerste lid bedoelde termijn met ten hoogste tien dagen worden verlengd.

§ 3. Indien het Lid van het College, bij wie het voorstel aanhangig werd gemaakt, zich niet akkoord kan verklaren met het voorstel, kan het betrokken Lid van het College het aan het College voorleggen.

Art. 18. De Inspecteurs van Financiën staan ter beschikking van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort om mee te werken aan de uitvoering van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren dat van toepassing is op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk, en van artikel 7 van dit besluit.

Art. 19. De Inspecteurs van Financiën worden door het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort ter beschikking van zijn collega's gesteld.

Zij oefenen hun opdracht uit onder het rechtstreekse gezag van het Lid van het College van het departement waarbij zij ter beschikking gesteld zijn. In dringende gevallen kan deze mededeling van hun advies vragen binnen een termijn die hij vaststelt.

Art. 20. De Inspecteurs van Financiën voeren hun opdracht uit op stukken en ter plaatse. Ze hebben toegang tot alle dossiers en alle archieven van het departement en ontvangen van de diensten alle inlichtingen die zij vragen.

Zij kunnen met raadgevende stem de vergaderingen van alle beleids- of adviesorganen bijwonen. Ze worden daarvoor uitgenodigd en ontvangen op voorhand de documenten die betrekking hebben op de kwesties die op de agenda van die vergaderingen staan.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch aan het beheer van de diensten van het Lid van het College bij wie ze geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

Art. 21. De controleur van de vastleggingen staat onder het exclusief gezag van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Hij wordt aangesteld door het College dat zijn statuut bepaalt.

HOOFDSTUK VI. — Algemene bepalingen en sloibepalingen

Art. 22. Indien een Lid van het College een van de voorstellen bedoeld in dit besluit voorlegt aan het College, aan het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en/of aan het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 23. Elk besluit van het College of van het Lid van het College vermeldt in de aanhef, met opgave van datum, het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van het College of van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en/of van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

In geval van toepassing van artikel 9, vermeldt het de beslissing van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en/of van het Lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Art. 24. De Leden van het College zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juli 1996.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,

H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Openbaar Ambt,

E. TOMAS